

Brochure n° 3085

**Convention collective nationale**

IDCC : 16. – **TRANSPORTS ROUTIERS  
ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES  
DU TRANSPORT**  
**(18<sup>e</sup> édition. – Février 2005)**

**AVENANT N° 11 DU 25 MARS 2005**

RELATIF À LA REVALORISATION DES SALAIRES MINIMAUX  
PROFESSIONNELS GARANTIS ET DES MONTANTS DE LA PRIME DE RISQUE

NOR : *ASET0550627M*

IDCC : 16

Entre :

L'union des fédérations de transport, mandatée par la fédération des entreprises de la sécurité fiduciaire (FEDESFI),

D'une part, et

La fédération générale des transports et de l'équipement (FGTE) CFDT ;

La fédération nationale des transports FO-UNCP ;

La fédération générale CFTC des transports,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les dispositions de l'accord national professionnel relatif aux conditions d'emploi du personnel des entreprises exerçant des activités de transport de fonds et valeurs en date du 5 mars 1990, modifiées par les avenants n°s 1 à 10, ce dernier en date du 12 décembre 2001, sont à nouveau modifiées comme suit.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Revalorisation des salaires minimaux professionnels garantis*

Les salaires minimaux professionnels garantis annexés à l'accord national professionnel du 5 mars 1991 sont revalorisés conformément aux tableaux annexés au présent avenant.

Les montants ainsi revalorisés seront annexés à l'accord national professionnel du 5 mars 1991.

## **Article 2**

### *Revalorisation des montants de la prime de risques*

Les montants de la prime de risques annexés à l'accord national professionnel du 5 mars 1991 sont revalorisés conformément aux tableaux annexés au présent avenant.

Les montants ainsi revalorisés seront annexés à l'accord national professionnel du 5 mars 1991.

## **Article 3**

### *Entrée en application*

L'entrée en application du présent avenant est fixée au jour de publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension sans pouvoir être postérieure au 1<sup>er</sup> mai 2005.

## **Article 4**

### *Publicité et dépôt*

Le présent avenant fera l'objet des mesures de publicité prévues par le code du travail et d'un dépôt à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris et d'une demande d'extension dans les conditions fixées respectivement par les articles L. 132-10 et L.133-8 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 23 mars 2005.

(Suivent les signatures.)

### Tableau des salaires minimaux professionnels garantis

(à l'embauche, pour 35 heures hebdomadaires ou 151,67 heures mensuelles)

(En euros)

COEFFICIENT	DATE D'APPLICATION		
	À COMPTER du 1 <sup>er</sup> mai 2005	À COMPTER du 1 <sup>er</sup> juillet 2005	À COMPTER du 1 <sup>er</sup> septembre 2005
130 CF	1 234,65	1 252,37	1 259,34
140 CF	1 325,30	1 344,32	1 351,81
150 CF	1 419,29	1 439,66	1 447,68
110	1 206,78	1 224,10	1 230,92
115	1 230,03	1 247,68	1 254,63
120	1 234,33	1 252,05	1 259,02
125	1 241,35	1 259,16	1 266,18
130	1 262,53	1 280,65	1 287,78
140	1 306,50	1 325,25	1 332,63
145	1 409,89	1 430,13	1 438,09
150	1 447,49	1 468,27	1 476,44
160	1 484,77	1 506,08	1 514,47

### Montant de la prime de risque

*Convoyeurs de fonds*

(En euros)

MONTANT ANNUEL (brut)	MENSUEL (BRUT)			
Au titre de 2005	A compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2005	A compter du 1 <sup>er</sup> mai 2005	A compter du 1 <sup>er</sup> juillet 2005	A compter du 1 <sup>er</sup> septembre 2005
2 490,52	195,13	212	213	215

*Personnels DAB*

*(En euros)*

MONTANT ANNUEL (brut)	MENSUEL (BRUT)			
	A compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2005	A compter du 1 <sup>er</sup> mai 2005	A compter du 1 <sup>er</sup> juillet 2005	A compter du 1 <sup>er</sup> septembre 2005
682,44	38,11	60	65	70